



RECOMMANDE
avec avis de réception

Creos Luxembourg S.A.
105, rue de Strassen
L-2555 Luxembourg

Références : 108068
Dossier suivi par : Charel Gleis
Tél. : (+352) 247-86872
E-mail : charel.gleis@mev.etat.lu

Luxembourg, le **10 MAI 2024**

Objet : Loi modifiée du 15 mai 2018 relative à l'évaluation des incidences sur l'environnement (EIE)
Evaluation du projet « Errichtung einer neuen 110kV Freileitung von Flebour über Houschterhaff (Walsdorf) bis Wahlhausen Dickt » sur le territoire des communes de Bourscheid, Tandel et Putscheid – Demande de vérification préliminaire – Décision

Madame, Monsieur,

En réponse à votre demande qui m'a été transmise pour compétence par l'Arrondissement Nord de l'Administration de la nature et des forêts en date du 14 février 2024, je vous fais parvenir par la présente ma décision concernant la nécessité de réaliser un rapport d'évaluation.

Le projet sous rubrique figure à l'annexe IV (catégorie 75) du règlement grand-ducal du 15 mai 2018 établissant les listes de projets soumis à une évaluation des incidences sur l'environnement.

La vérification préliminaire du projet a été réalisée sur base

- des informations et de l'évaluation sommaire présentées dans le dossier soumis,
- des critères de sélection pertinents arrêtés à l'annexe I de la prédite loi modifiée de 2018.

Il en résulte que l'élaboration d'un rapport d'évaluation conformément à l'article 6 de la prédite loi modifiée de 2018 n'est pas requise pour les raisons suivantes :

- la conception du projet qui envisage de réaliser la ligne à haute tension (110 kV) sur la partie sud du tracé (longueur 4,6 km) parallèlement à la ligne à haute tension (220 kV) existante,
- la distance entre la nouvelle ligne et les localités ou autres constructions accueillant en permanence des personnes,
- la localisation du projet en-dehors de zones protégées d'intérêt communautaire 2000, de réserves naturelles, de zones de protection d'eau potable et d'un grand ensemble paysager,



- la possibilité de réduire l'impact du projet de manière efficace par la mise en place des mesures proposées dans l'étude faunistique élaborée par le bureau d'études ecorat en date du 3 avril 2023, comme par exemple des restrictions concernant les périodes pour la réalisation du chantier,
- l'ampleur et l'étendue spatiale des éventuelles incidences (bruit, poussières,...) sont limitées au voisinage immédiat du projet.

Cette décision ne préjuge pas la nécessité éventuelle d'élaborer des études spécifiques requises dans le cadre des procédures d'autorisation subséquentes (p.ex. eau, protection de la nature et des ressources naturelles, établissements classés, ...).

Contre la présente décision, qui sera publiée sur le site www.eie.lu, un recours contentieux peut être introduit devant le tribunal administratif. Ce recours doit être intenté par requête signée d'un avocat à la cour dans un délai de quarante jours à compter de la notification de la présente. Dans le même délai, un recours gracieux peut être adressé par écrit au Ministère de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité. Dans ce cas, le délai pour introduire le recours contentieux est suspendu. Si dans les trois mois à compter de l'introduction du recours gracieux une nouvelle décision intervient ou si aucune décision n'intervient, un nouveau délai de quarante jours pour introduire le recours contentieux devant le tribunal administratif commence à courir.

Une réclamation peut également être introduite auprès du Médiateur— Ombudsman. Veuillez noter que cette réclamation n'interrompt ni ne suspend les délais légaux des recours gracieux et contentieux. Le médiateur ne peut pas modifier la décision prise, mais peut intervenir auprès de l'autorité compétente afin d'essayer de trouver un arrangement.

Pour plus d'informations concernant les droits en matière de recours, il est possible de consulter la rubrique « Recours contre un acte administratif » sur le site <https://guichet.public.lu/fr.html>.

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes sentiments les plus distingués.

Pour le Ministre de l'Environnement, du Climat
et de la Biodiversité

Marianne Mousel
Premier Conseiller de Gouvernement

Copies : Administration de la nature et des forêts
Administration de la gestion de l'eau
Administration de l'environnement